

Le « démobilisé », ce construit: du corps de combat au corps individualisé

Le cas du Guatemala

Demobilization: From Combatant to Citizen.

A Guatemalan Perspective

Lo « desmovilizado », esa construcción: del cuerpo de combate al cuerpo individualizado.

El caso de Guatemala

Annie Laliberté

Volume 30, numéro 1, 2006

Une anthropologie de la paix?

An Anthropology of Peace?

¿Una antropología de la paz?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/013827ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/013827ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laliberté, A. (2006). Le « démobilisé », ce construit: du corps de combat au corps individualisé : le cas du Guatemala. *Anthropologie et Sociétés*, 30(1), 29–50. <https://doi.org/10.7202/013827ar>

Résumé de l'article

L'expertise des grandes organisations intergouvernementales en matière de règlement des conflits s'est affinée de sorte que l'étape subséquente à la médiation, soit l'adaptation à la paix, est de plus en plus dévolue à des intervenants internationaux. Des actions militaro-humanitaires de « démobilisation » sont notamment menées en vue de réinsérer d'anciens combattants à la vie civile. Cette forme de socialisation, qui vise l'incorporation des modes de vie pacifiques, passe par le corps. Fondu dans son contingent, le combattant incorpore les préceptes de l'organisation militaire, en tant qu'unité d'un corps de combat. Le corps du démobilisé, lui, sera invisible dans une société civile, mais unique. L'étude du corps démobilisé comme corps qui répond à un besoin de paix peut être révélateur des formes de pouvoir liées à l'établissement de la paix. Au Guatemala, cette forme de pouvoir exercée par une communauté internationale lors de la démobilisation de 1997 participe des difficultés subséquentes de la réintégration des guérilleros qualifiés de « démobilisés », une catégorisation qui n'a jamais eu de sens dans l'imaginaire guatémaltèque.

LE « DÉMOBILISÉ », CE CONSTRUIT

Du corps de combat au corps individualisé Le cas du Guatemala

Annie Laliberté



Tout est effectivement subordonné à l'efficacité – mais
l'efficacité pour qui, en vue de quoi, pour quoi faire?

Cornelius Castoriadis (1975 : 241), évoquant la bureaucratie
occidentale de l'après-Seconde Guerre mondiale

Isais David Miguel Soto est un tout jeune homme qui préside aux destinées de Concoch, petite *aldéa* autochtone située à la lisière de Huehuetenango et Ixcán où l'on est bien souvent maire de père en fils. Son visage est sombre, il a le feu dans les yeux, il n'a pas oublié, il n'oubliera jamais. C'est arrivé en plein centre du village, au vu et au su de tous. L'*aldéa* n'avait pas été rasée par l'armée parce que les habitants, victimes d'un chantage pour le moins cruel, avaient accepté de former une milice paramilitaire pour lutter contre la guérilla. C'était ça ou rien. « Rien » signifiant bien entendu un massacre orchestré par l'armée. La guérilla n'a pas apprécié. Il fallait un exemple.

– Ils ont réuni les familles en plein jour, sur la place centrale...

Cet immense espace vert sous mes pieds. Je redoute la suite.

– Ils étaient armés de mitraillettes. Les hommes du village étaient là, avec leurs femmes... Mon père était un de ces hommes. C'est ainsi que je suis devenu orphelin. Pour sauver leurs hommes, plusieurs familles ont pris la fuite et ne sont jamais revenues.

J'ai rencontré Miguel au sortir de la guerre civile en 1997, alors qu'il ne tarissait pas de reproches à l'évocation des anciens guérilleros. Il n'était pas le seul. Ce matin-là, une vingtaine de villageois étaient réunis sur la place centrale pour discuter guerre et paix. « On n'a même pas assez d'argent pour terminer la construction de notre école, on manque de tout! Eux, ils sont pris en charge par la Croix-Rouge! ».

Et encore : « Est-ce que c'est vrai qu'ils vont recevoir 75 000 quetzales¹ en sortant de la montagne? ». Ces Guatémaltèques n'avaient alors encore jamais vu et lu les accords de paix, mais ils connaissaient déjà toutes les rumeurs entourant le sort des guérilleros et la venue d'organisations internationales en leur sol².

Depuis 1997, le Guatemala de l'après-guerre est occupé par une communauté internationale censée systématiser la paix. Sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (ONU), des programmes internationaux visent notamment à enseigner la paix à des anciens guérilleros, dont l'International Peace Research Institute rapporte aujourd'hui timidement les insuccès de la réintégration à la vie civile :

The main question being : reintegrated into what? There have been follow-up programmes that have privileged ex-combatants and their communities, but these have been insufficient. Most combatants have been reintegrated into poverty.

Salvesen 2002 : 9³

Pour un nombre grandissant d'anthropologues, telle Mariella Pandolfi (2002), il y a lieu d'étudier non seulement le manque de suivi des interventions humanitaires, mais bien leur structure et leurs objectifs mêmes. Les organismes internationaux et transnationaux agissent sur les territoires de l'ingérence humanitaire en légitimant, au nom des droits humains, l'imposition de leurs règles et de leur temporalité, faisant souvent fi des besoins à long terme (Pandolfi 2002 : 35). Au Guatemala, où 3600 anciens guérilleros élevés dans la violence doivent changer de vie⁴, les interventions militaro-humanitaires menées en vue de les « démobiliser » se posent comme de nouvelles formes d'ingérence internationale. La présente réflexion vise à analyser dans une perspective foucaldienne la démobilisation en tant que forme d'exercice d'un pouvoir contenant les germes des échecs de la réintégration. Elle

-
1. L'équivalent d'environ 12 000 dollars canadiens.
 2. Dès 1989, lors de sa présence en territoire maya Ixil, David Stoll (1993 : 18-24) remarquait à quel point l'appui des Mayas à la guérilla, parfois trop facilement présumé par les chercheurs et journalistes, était loin d'être acquis. La terreur, bien avant les convictions, aura été selon l'auteur le facteur décisif du choix d'un clan de guerre. Dans l'*aldéa* de Concoch, bien des Mayas avaient endossé le rôle de patrouilleurs civils sous la pression de l'armée et espéraient même le retour d'un homme fort au pouvoir. David Stoll (1993 : 289), qui a observé ce phénomène au sein de la communauté Ixil, attribue aux patrouilles civiles un effet tampon dirigé contre toutes les formes de violence confondues.
 3. Propos tenus par la consultante Beate Thorensen et rapportés par le International Peace Research Institute.
 4. De ce nombre, 2745 guérilleros ont été démobilisés en camp, selon les chiffres officiels de l'ONU. La guérilla URNG (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque) avance plutôt le chiffre de 2 950. Quatre cents rebelles auraient opté pour un retour dans leurs familles sans passer par les camps (Vinegrad 1998).

découle d'une expérience de cinq mois d'immersion dans un camp de démobilisation qui réunissait 225 guérilleros membres de l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA), pour la plupart des autochtones d'origine mam en provenance du département de Huehuetenango⁵. Cette expérience de vie en camp a été ponctuée de sorties et de visites dans des communautés environnantes telles que Concoch.

Et le miroir se brisa...

Trente-six années de guerre civile, un accord de paix fragile comme le verre, sept ans d'une paix chancelante, c'est ainsi que se résume la récente histoire du Guatemala, marquée par l'irruption de guérillas de gauche en réaction à un ordre dictatorial basé sur l'alliance des militaires, de compagnies américaines et de riches propriétaires terriens, exportateurs notamment de café, de caoutchouc et de bananes⁶.

En 2006, le Guatemala continue d'alimenter les réflexions sur la violence, la brisure sociale et la souffrance collective, même en temps de paix. Les inégalités sociales, la crainte d'un retour de l'autoritarisme, avec l'obtention lors des présidentielles en 2003 de 20 % des voix par Ríos Montt, ancien dictateur accusé de génocide des autochtones, la criminalité galopante et les déceptions liées aux accords de paix sont autant de facteurs qui appellent à une réflexion sur les conditions du pays

-
5. L'ORPA est un des quatre foyers de guérilla membres de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Les observations et entrevues ont été menées entre le 1^{er} février et le 30 avril 1997, dans un campement de démobilisation géré par la Mission des nations unies pour le Guatemala (MINUGUA).
 6. Le Guatemala, qui a connu son lot de dictateurs favorables au maintien des autochtones mayas dans la quasi-servitude, a, à deux reprises au cours du 20^e siècle, connu l'exception pacifique. Dans les années 1945-1951, le président Juan José Arévalo instaure un système national de sécurité sociale et de santé publique pour lutter contre la pauvreté chez les autochtones. Il subit vingt-cinq tentatives de putschs militaires en six ans de mandat. Dans les années 1950, le président Jacobo Arbenz Guzman entreprend également des réformes sociales, pour soutenir les propriétés familiales agricoles et ordonne l'expropriation de l'entreprise américaine United Fruit Company. Washington entreprend alors en 1954 l'invasion du pays à partir du Honduras. Arbenz est contraint à l'exil et sa réforme agraire est abandonnée. Les présidences militaires subséquentes, soutenues par les États-Unis, l'armée, l'élite locale et l'Église, répriment l'opposition et retirent le droit de vote aux illettrés, c'est-à-dire aux trois quarts de la population. Dans les années 1960-1970, des groupes de guérilla émergent en réponse aux violences perpétrées par les militaires. Ces violences atteignent des sommets sous la présidence du général Ríos Montt qui prend soin de couper les vivres aux foyers de guérilla implantés dans les montagnes. Cet évangéliste bien connu des leaders occidentaux, arrivé au pouvoir lors d'un coup d'État en 1982, orchestre un des massacres les plus virulents qu'a connus l'Amérique latine, rasant plus de quatre cents villages essentiellement autochtones. Les groupes de guérilla jusque-là disparates ripostent en s'unissant sous le sigle URNG. Le 29 décembre 1996, sur fond de libéralisme et après de nombreuses négociations avec le gouvernement modéré de droite d'Alvaro Arzú, les guérilleros essoufflés ont déposé leurs armes et accepté l'inévitable démobilisation, après trente-six ans de guerre civile et plus de deux cent mille morts ou disparus.

après la guerre civile. Plus de cinq ans après la signature des accords de paix, la majorité de la population n'a pas amélioré sa qualité de vie (Salvesen 2002 : 1 ; Spence 2001, 2004 ; Amnesty international 2002)⁷.

L'ONU a joué le rôle de médiatrice, chapeautant jusqu'à la rédaction des accords de paix, selon un modèle d'accord inspiré par les fondements démocratiques de l'organisation, les États-Unis d'Amérique exerçant un leadership majeur dans l'établissement de cette initiative. La Mission des Nations Unies pour le Guatemala (MINUGUA), créature locale de l'ONU, a été mandatée pour assurer le suivi des accords et pour travailler de concert avec la Croix-Rouge à la réinsertion des guérilleros dans la société. Les guérilleros ont été pris en charge pour une durée variable de trois mois à un an à partir de janvier 1997. Les effets des actions humanitaires de démobilisation de guérilleros désormais disséminés dans leur communauté d'origine sont peu documentés, sinon par l'ONU (UNGA 2003) qui souligne que « there were no major advances in developing sustainable policies on resettlement of the uprooted, or displaced, populations and the definitive integration of the Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca » (par. 69).

Démobilisation et biopouvoir

La démobilisation, en tant que forme de socialisation qui passe par le corps, est un acte d'intervention selon lequel un être humain incorpore les modes de vie d'une société en temps de paix, après avoir évolué en temps de guerre. Pendant la guerre, le combattant incorpore les préceptes de l'organisation militaire, il disparaît dans son contingent et devient l'unité d'un corps de combat. Le corps du démobilisé, lui, sera invisible, mais unique, dans une société civile. Selon Foucault (1975 : 1624), il faut étudier de quel corps une société a besoin pour en arriver à remettre en question les formes de pouvoir qui la caractérisent. En ce sens, l'étude du corps démobilisé comme corps qui répond à un besoin de paix peut être révélateur des formes de pouvoir liées à l'établissement de la paix.

Chez Foucault (1997 : 137-141), le pouvoir n'est pas localisé dans l'appareil d'État, mais articulé à travers une combinaison complexe d'institutions en interrelation qui disposent de rites d'objectivation du corps visant à soumettre les individus aux règles. C'est en s'appropriant leur histoire personnelle et en déterminant leur identité que le pouvoir, ici pluriel, exerce un contrôle sur la totalité de ces individus

7. Ces accords de paix portent sur des problématiques aussi étendues que le cessez-le-feu, la fonction de l'armée dans une société démocratique, les droits agraires et socioéconomiques, la réintégration des anciens guérilleros, les réformes électorales, les droits des peuples autochtones et les droits humains. Ils constituaient un programme ambitieux à portée tentaculaire, mais ils étaient en fait le fruit d'une entente entre agents minoritaires : la guérilla URNG et le PAN, le parti néolibéral au pouvoir en 1996 (Salvesen 2002 ; Spence 2002).

fondus dans une population. Par le biais de techniques, voire de politiques disciplinaires qui convergent vers la fabrication de corps dociles, le système de pouvoir façonne des individus fonctionnels et productifs. Les individus sont pris en charge par les institutions, catalogués, comme corps déplacés, localisés, définis tantôt comme victimes, tantôt comme réfugiés ou immigrants. Cette biopolitique pense « population », et les disciplines qu'elle produit visent moins les individus uniques que des regroupements prédéfinis par des agents (Pandolfi 2002 : 39). Dans l'exemple guatémaltèque, la MINUGUA cible une catégorie d'individus en vue de sa transformation, par l'utilisation de plusieurs techniques. Les guérilleros pris en charge sont isolés dans un espace défini, durant tout le processus de « démobilisation », et sont qualifiés de « démobilisés », une catégorisation qui n'avait jamais eu de sens dans l'imaginaire guatémaltèque.

Pour Agamben (1995 : 31-32), le biopolitique repose sur l'exclusion de ce qui n'a plus de forme politique. Les droits de la personne devaient signer le passage de la souveraineté à l'intérieur de la personne ; or la souveraineté nationale a encore une prégnance, comme en témoigne la faillite à considérer le réfugié, figure classique de l'apatride, autrement que comme un être embarrassant, destiné à être naturalisé, donc réinscrit dans l'État-nation. La souveraineté occidentale est dans l'individu, certes, mais dans l'individu qui naît au sein de l'État qui fabrique de la nationalité – et dans la mesure où il est citoyen. Les camps humanitaires sont des territoires en état de « suspension juridique » au sein desquels évoluent des individus qui échappent à la forme-de-vie politique. Le guérillero pris en charge en camp de démobilisation, à l'instar du réfugié, est un être apatride et exclu, à la différence près qu'il a sciemment renoncé à la vie de citoyen de par ses actions illégales de jadis. Comme pour le réfugié, qui devra retrouver une « naturalisation » pour retrouver pleinement ses droits, le démobilisé devra réapprendre à devenir citoyen d'un État-nation.

Le camp, lieu d'écoute

C'est en observant l'évolution de la vie politique française que Fassin et Memmi (1994) ont identifié une forme particulière de gouvernance construite autour d'un rapport empathique au social, où les inégalités sont pensées en termes d'exclusion, leurs conséquences sur les individus décrites comme une souffrance et les réponses collectives apportées sous la forme d'une écoute. Ils formulent deux questions d'analyse de l'action publique qui influe sur la subjectivité des individus qui y sont soumis : de quel corps et de quel vivant parle-t-on et en quoi constituent-ils un point particulier d'application de l'action publique ? En quoi l'intervention des pouvoirs publics sur les corps et sur le vivant produit-elle des formes nouvelles de biopolitiques ? (Fassin et Memmi 2004 : 11)

Cette méthodologie paraît appropriée pour une analyse des catégorisations et processus de subjectivation produits par l'ONU, laquelle s'est substituée au pouvoir étatique comme promoteur de l'action publique lors du règlement de la paix au Guatemala. L'ONU a modelé et appliqué des politiques destinées au « guérillero » et ces nouvelles formes de régulation se sont accompagnées d'un travail de terrain d'agents sociaux humanitaires (dentistes, médecins et éducateurs) qui ont agi sur la conduite corporelle des guérilleros. Quel corps la démobilisation visait-elle? De quelle manière la MINUGUA est-elle intervenue sur ledit « démobilisé » et quel indice cette intervention donne-t-elle sur l'objectif visé? De quelle manière le démobilisé se définit-il au sortir du camp de démobilisation? L'exploration de ces questions permettra d'analyser ce en quoi la démobilisation est une forme de biopolitique qui influe sur la subjectivation du guérillero et sur sa réintégration civile.

Quel corps veut-on démobiliser?

L'objet d'application de la démobilisation est mentionné dans les accords de paix. Le terme « démobilisé » est un concept construit qui a été attribué à des individus sélectionnés selon des critères établis par l'ONU et les signataires. Il est significatif de constater que seul le guérillero a fait l'objet d'une démobilisation en camp humanitaire, ce qui en révèle beaucoup sur les objectifs du processus. De son côté, l'*Accord sur le renforcement du pouvoir civil et le rôle de l'armée dans une société démocratique* contient essentiellement des dispositions visant à circonscrire le pouvoir de l'Armée, la principale étant l'obligation de réduction progressive du tiers de l'effectif militaire. L'Accord demeure toutefois relativement silencieux sur le sort réservé aux anciens combattants, si ce n'est une disposition mentionnant que le gouvernement devra prévoir un plan de réinsertion professionnelle (MINUGUA 1996 : 23-24). Ce rôle imparti au gouvernement guatémaltèque n'est aucunement à la hauteur du rôle de tuteur que la MINUGUA est amenée à exercer auprès des guérilleros. Or, les anciens combattants, quels qu'ils soient, ont ceci de commun qu'ils proviennent des mêmes milieux autochtones, rappelle le Markula Center for Applied Ethics :

In both ex-guerrillas and ex-soldiers, Guatemala has a generation of young people who were raised in a climate of violence. Within the experience of many young Guatemalans is forced military service, often including participation in atrocities. For others, who fled to the mountains to join the guerrillas, the rhythms of peaceful life never developed.

Markula Center for Applied Ethics 1998 : s.p.

Les guérilleros n'ont certes pas le monopole de la souffrance, de la violence et de la fracture sociale. La Commission of Historical Clarification, chargée d'établir les responsabilités quant aux abus des droits humains, attribue 93 % des exactions de guerre aux institutions d'État (qualifiées de génocidaires) et 3 % aux guérillas⁸. L'anthropologue Linda Green (1995 : 112) a constaté sur le terrain que la réintégration des anciens militaires était problématique au sein des villages autochtones. « They leave as Indians, but they don't come back Indian », résume un villageois à propos des garçons qui rentrent après leur service militaire. Au sortir de la guerre, c'est le combattant autochtone de toute allégeance qui a du mal à réintégrer sa communauté⁹.

Pourquoi la communauté internationale prend-elle en charge le seul guérillero? Sur quelle base opère-t-elle cette distinction entre le guérillero et le militaire? S'il faut y voir un effet des acteurs signataires des accords à même de formuler des demandes spécifiques, il reste que ce choix d'intervention alimente le réflexe primaire consistant à voir en la guerre civile une scission entre des autochtones guérilleros et une minorité ladino¹⁰ au pouvoir. Or, cet argument de la concordance entre la guérilla URNG et la communauté autochtone est dépassé, l'URNG ayant déplacé le foyer de son idéologie vers les inégalités sociales en général (Spence 2002 : 23)¹¹.

-
8. Ces données sont tirées du « Guatemalan Government Embarrassed by "Truth Commission" Proposal », Caribbean and Central America Report. Un rapport du Project to Recover the Historical Memory (Remhi), émis par l'Église catholique, se fait plus conservateur et attribue 80 % des abus des droits de la personne à l'armée, 10 % aux guérillas et 10 % à des gens d'origine inconnue (Markula Center for Applied Ethics 1998).
 9. La politique du « diviser pour régner » appliquée au sein des villages autochtones, est un handicap majeur pour les exilés combattants. Des villages soupçonnés de collusion avec la guérilla ont été sommés de former des milices paramilitaires pour lutter contre elle. Des jeunes autochtones ont été embrigadés de force dans l'armée et obligés par la suite à commettre des exactions dans leur milieu d'origine. Des guérilleros auraient violé les principes de leur organisation d'attache et attaqué des villages autochtones militarisés par obligation. David Stoll (1993 : 313) l'a constaté auprès des Ixil, une communauté hantée par la guerre aura développé avant tout une résistance orientée contre la violence et le conflit politique, nonobstant le spectre Gauche-Droite. Edgar Gutiérrez (1998), pour illustrer la méfiance face aux forces de tout acabit, rappelle l'emploi au Guatemala de l'expression populaire « forces d'insécurité » pour désigner les « forces de sécurité ».
 10. Un Ladino représente, en Amérique centrale, surtout au Guatemala, une personne dont la langue maternelle est l'espagnol ; ce groupe inclut donc les métis et les Amérindiens assimilés.
 11. L'obtention par l'URNG de moins de 2 % des voix lors des présidentielles de 2003 démontre l'échec de l'ancienne guérilla à concrétiser ce déplacement. Selon Anna Vinegrad (1998), l'URNG a du mal à articuler les intérêts différenciés des nouveaux regroupements politiques qui ont émergé dans l'arène publique et qui réunissent femmes, autochtones, paysans et défavorisés des zones urbaines soucieux de revendiquer leurs droits. Roger Plant (1998), constate à quel point les accords de paix, en créant une base pour les revendications et la prise de conscience des identités, ont favorisé la montée d'une nouvelle génération d'intellectuels et d'activistes, groupés au sein d'organisations comme le Consejo de Organizaciones Mayas de Guatemala (COMG) et le Centro de Estudios de la Cultura Maya (CECMA).

Les accords de paix se réfèrent aux militaires, autochtones, réfugiés, catégories qui dans les faits ne sont nullement exclusives. Alors que les différentes classifications identitaires se voient attribuer des droits (droits des autochtones, droits de propriétés pour les réfugiés de retour, etc.), les guérilleros font l'objet d'une attention particulière, qui exige une exclusion temporaire du droit national et une mise à l'écart en camp. Les autochtones qui ont combattu dans les milices armées au sein même des communautés sont totalement ignorés par les actions de démobilisation. L'on peut émettre l'hypothèse que cette action humanitaire vise les seuls autochtones guérilleros et non les autochtones paramilitaires ou militaires, car le guérillero est le prototype de l'apatride ; l'action de la communauté internationale vise principalement à le rendre citoyen, pour qu'il puisse par la suite s'insérer dans un cadre juridique.

La forme d'intervention : créer le citoyen, mode d'emploi

Ce qui me frappe de prime abord dès mon entrée au camp de Colomba, l'un des quatre territoires de démobilisation au pays, c'est le fait que le campement des guérilleros est tout à fait séparé des installations de la MINUGUA. Le campement *Las Abejas*, situé sur une plantation aux abords de la commune de Colomba, est à la jonction d'une route principale et des montagnes de la Sierra Madre. Les 225 guérilleros du Front ORPA partagent huit immenses dortoirs de bois qui bordent une cour centrale destinée aux rassemblements. Quatre maisons de bois divisées en unités ont aussi été construites pour abriter les familles. Les employés de la Croix-Rouge et du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (ACNUR) disposent de leurs propres quartiers. Les effectifs de la MINUGUA sont regroupés sur un campement bien clôturé et soigneusement gardé qui jouxte le campement des guérilleros, balisé par des barbelés.

Au plus fort de la guérilla, l'ORPA occupait le Tajumulco, un volcan de 4220 mètres d'altitude, qu'il avait miné pour le protéger des intrusions militaires. Du campement de la guérilla situé en plein cœur de la montagne, il fallait quelques heures de marche pour joindre les premiers *pueblos*¹² qui bordaient le massif, soit San Rafael, Tajumulco, Tuichan, San Sebastien, la Fraternidad et San Marcos, lequel abritait une importante zone militaire. Ces villages étaient tous soigneusement contrôlés par les militaires désireux de couper les sources de ravitaillement de la guérilla. Les guérilleros avaient choisi le *pueblo* éloigné de Tejutla, à plus de dix heures de marche de leur campement, pour s'approvisionner auprès de collaborateurs, parce que son éloignement le gardait relativement à l'abri des contrôles militaires. Le corps du guérillero était hautement sollicité dans la vie de tous les jours, axée sur la recherche des vivres, la discipline et l'entraînement, le tout en haute montagne.

12. Pueblo : pris ici dans le sens de « village » et non « peuple ».

Le territoire du démobilisé rompt avec celui, tout en relief, du guérillero : il repose sur une plantation de café plate et sans arbre, exposée à la vue aérienne. Il est désormais non plus miné mais encadré par un barbelé censé protéger des intrusions externes et au-delà duquel, surtout, un guérillero sera en situation d'infraction, ou pour reprendre un terme plus exact, de désertion. Confinés à cet espace clos, les guérilleros que je rencontre consacrent leurs matinées à des ateliers de démobilisation et leurs après-midis aux discussions et à la pratique du soccer et du volley-ball, souvent avec des travailleurs humanitaires. En cela, le corps du démobilisé épouse le mode surnuméraire évoqué par Le Breton (1990 : 168), pour qui l'engouement actuel des sociétés occidentales pour le sport s'explique par la passivité du mode de vie actuel, nerveux plutôt que physique. Le guérillero, qui auparavant puisait l'eau dans les ruisseaux et rivières et marchait 20 heures pour quérir ses vivres, fait désormais la queue devant la cuisine commune de la Croix-Rouge chargée de le nourrir. Cette perte d'autonomie signifie pour lui la sortie d'un espace auquel il s'identifiait et qu'il s'était arrogé par la force. Le passage en camp neutre lui permettra ensuite un accès à un espace citoyen.

Incursion de la psychologie

Dans leurs études des dispositifs d'assistance aux populations, Fassin et Memmi (2004 : 152) soulignent que les suivis psychologiques intégrés à un contrat d'insertion sociale génèrent des ambiguïtés parce que les actions des psychologues, censées être basées sur l'écoute et l'inconscient et non sur la suggestion de solutions concrètes, sont alors soumises à une obligation de résultats. Puisque la démobilisation constitue une forme particulière d'insertion sociale, il convient d'analyser ses dispositifs psychologiques et médicaux à la lumière de ces travaux pour s'interroger sur son application en contexte international et pour en faire ressortir les effets sur l'intégration des guérilleros.

La psychothérapie occupe une place de choix dans le processus de démobilisation. Le recours à l'introspection est une nouveauté chez les guérilleros qui ont baigné des années durant dans une violence qui a nourri l'imaginaire social guatémaltèque et incrusté le quotidien, aux dires de Linda Green :

The routinization of terror is what fuels its power. Routinization allows people to live in a chronic state of fear with a facade of normalcy at the same time that terror permeates and shreds the social fabric.

Green 1995 : 108

Les guérilleros, qui ont évolué dans cette terreur institutionnelle, ont appris à reléguer dans l'ombre leurs états d'âmes individuels. En aparté, Victoria, 32 ans, leader des combattantes, m'explique que les drames qui l'ont poussée à se joindre à la guérilla se sont effacés derrière la cause collective. Elle ne voit en aucun cas l'utilité d'en parler. Tous dans la guérilla depuis environ 15 ans, les Mariano, Victor et

Anibal, que j'interroge sur leur histoire personnelle, prétendent que « la cause » est ce qui les a motivés à joindre le mouvement. Ils évacuent leur légende personnelle avec une facilité déconcertante. Les guérilleros, à l'instar de l'ensemble de la société guatémaltèque, ont été bercés par l'idée que l'élimination de l'ennemi est la seule solution possible à un conflit (Green 1995 : 111). Désormais, une armée de psychologues dépêchés par la MINUGUA leur enseigne que l'ennemi est la souffrance qui sommeille en eux. Tous devront se prêter à cet exercice thérapeutique consistant à exposer leur vécu personnel, au moyen d'ateliers de théâtre, de musique et de dessin.

Les guérilleros abordent les ateliers avec un certain détachement. Les psychologues leur demandent de répondre à ces quatre questions : « Comment viviez-vous avant la guerre? », « Qu'est-ce qui vous a motivés à vous joindre à l'URNNG? », « Comment avez-vous vécu la guerre? » et « qu'avez-vous appris de la guerre? ». Les questions renvoient clairement à l'expérience individuelle de tout un chacun. Paradoxalement, les guérilleros sont invités à exprimer en collectivité un récit de vie privé, en une curieuse perte de distinction entre le public et le privé. Agamben (1995 : 132), en parlant de l'angoisse des camps de concentration, a eu ce mot pour qualifier ce paradoxe : « Pour avoir été coupé de la communauté politique et réduit à la vie nue [...], l'habitant du camp est, en fait, une personne absolument privée. Et pourtant, à aucun moment il ne peut trouver refuge dans le privé ». Le parallèle est troublant : le guérillero est sommé de s'individualiser, mais il est en même temps considéré comme unité d'une population homogène. Les guérilleros doivent tous s'individualiser, mais de la même manière.

Il en va ainsi lorsqu'un groupe de quatre adolescentes doit présenter une scène pour illustrer leur vie d'avant la guérilla. Le groupe se saisit donc de l'histoire d'une des jeunes filles, et mime une attaque de l'armée sur un parvis d'église de campagne, qui se solde par l'assassinat de son père. La scène revit sur la place centrale du camp : une troupe de militaires se présente sur le parvis d'une église, pénètre à l'intérieur, tire sur la foule, tuant trois personnes, dont un enfant. Des figurants, qui jouent les victimes, feignent de tomber lourdement sur le sol. Les jeunes interprètent des scènes d'une violence inouïe. Les jeunes filles, peu habituées au médium théâtral, pouffent de rire. Leur initiative inspire même leur leader, Victoria, qui dessine un parvis d'église, avec des corps qui jonchent le sol, colorés en rouge. Elle répond à la demande qui lui est faite d'exprimer un récit, mais elle reprend en fait à son compte l'histoire de ses compagnes, comme si ces histoires appartenaient à l'ensemble de la communauté.

Les hommes choisissent dans la presque totalité le chant. La musique est le canal privilégié par les guérilleros dans leurs moments plus émotifs. Dans la montagne, c'est la musique qui est reine, d'autant plus que le groupe aura dirigé pendant plusieurs années une radio clandestine, la Voz popular, symbole de la dissidence. La

musique sert à chanter l'amour de la montagne et l'engagement collectif ; les chansons composées par les guérilleros, et qu'ils se plaisent à chanter le soir venu, sont conjuguées au « nous », et au *pueblo*, faisant ici référence au petit peuple, aux opprimés. Les ateliers thérapeutiques leur permettent de reprendre ces chansons publiquement, et ils s'exécutent à plusieurs, avec une certaine gêne, sinon un rire nerveux.

Les contacts des guérilleros avec les intervenants humanitaires se font essentiellement sur la base de leurs histoires individuelles et des soins du corps qu'ils reçoivent. Tous passent un examen médical et dentaire, une nouveauté dans leur longue vie d'opprimés puis de clandestins. C'est dire que leur corps devient le territoire du premier contact avec la communauté non clandestine, à travers la violence psychologique et physique qu'il exhibe. Lorsque les journalistes visitent le camp, les démobilisés se font une fierté de montrer leurs blessures de guerre. Le sous-commandant Anibal exhibe les éclats de mitraillette qui ont laissé des cicatrices sur un de ses bras. Joël, un guérillero âgé d'une quarantaine d'années, explique aux visiteurs qu'il a dû être amputé du pied droit lors d'une confrontation épique. José IV, un des patriarches, s'empresse de raconter la souffrance vécue par la perte au combat d'un ami. « La communauté internationale doit savoir », martèle-t-il. La lutte pour une cause, qui est le moteur des communications entre guérilleros, laisse place au récit de souffrance en présence d'un étranger.

Le biopolitique s'érige à partir de topiques du malheur, les décisions se basant sur la nécessité, la compassion et le mérite, le récit devenant un pivot central dans la gestion des besoins. Dans le registre de la réparation, les psychologues font du social, s'adressent à des populations et non à un individu ; ce mariage de la psyché et du social impose aux sujets de se présenter sur un ton pathétique et individuel : la souffrance, les affects liés au malheur et les discours biographiques sont privilégiés au détriment d'une analyse plus approfondie des causes, des interactions avec les institutions et de l'injustice de sa propre condition (Fassin 2004 : 185, 247, 253). Ici, les guérilleros ne sont pas invités à remettre en question leur rapport avec les autres acteurs sociaux ou à s'interroger sur leur condition de démobilisés. Ils doivent se concentrer sur leur souffrance, et cultivent l'illusion qu'un travail sur eux leur permettra de s'intégrer à la vie civile, nonobstant les causes profondes de leur exclusion. Le guérillero n'est pas amené à réfléchir aux paramètres de sa future inclusion dans la société, alors qu'il fait face en quelque sorte aux mêmes défis que l'immigrant, pour qui le corps détermine l'obtention de la citoyenneté :

À l'asile politique s'est substituée la raison humanitaire ; l'individu menacé a laissé la place au corps souffrant. Ainsi construite, la citoyenneté tend toujours plus à retrouver sa source dans une reconnaissance de l'Autre dans un registre de la compassion, dont on peut se demander s'il constitue le socle sur lequel nous souhaitons bâtir la société civile.

Le guérillero est réintégré à titre de corps souffrant, victime de la guerre, et non pas en tant qu'individu menacé dans son identité autochtone. C'est pourtant cette identité qui avait signé son exclusion de la société. Dans la biopolitique moderne, où la médecine est l'héritière de la clientèle de certaines institutions telles que l'Église et la prison, la réhabilitation remplace l'exclusion, la punition corporelle ou la domination (Foucault 1977 ; Gordon 1988). Dans ce cas du démobilisé, la médecine et la psychologie colorent une réhabilitation du guérillero, allant jusqu'à occulter l'exclusion dont il a été victime.

Éducation

Tous les jours de la semaine, sauf le samedi et le dimanche, les guérilleros consacrent une partie de leur matinée à des ateliers éducatifs qui se divisent en deux grandes catégories : les cours d'alphabétisation et les cours de vie citoyenne. La majorité des guérilleros, d'origine paysanne, a intégré l'URNG au sortir de l'adolescence, après un bref et parfois malheureux passage sur les bancs d'école, où l'autochtone se voyait interdire l'utilisation de sa langue maternelle. Ces guérilleros sont pour la plupart analphabètes, et les cours offerts par la MINUGUA leur permettent en quelques semaines de se familiariser avec l'écriture. Ils s'y appliquent avec soin, encouragés par leur commandant qui pose l'alphabétisme comme condition *sine qua non* pour la poursuite d'activités dans une URNG appelée à devenir un parti politique.

La formation citoyenne s'articule principalement autour des accords de paix : les démobilisés apprennent les préceptes d'une société démocratique et, s'ils sont déjà fermement convaincus de la force de leur quête de justice et d'égalité, voient leurs convictions enchâssées dans des termes juridiques tels que droits humains, droits des peuples autochtones, droits socioéconomiques, réformes électorales, etc. L'apprentissage du jargon juridique et politique colore les discours des apprenants. Les « nous, autochtones, victimes de discrimination », deviennent « nous, membres du parti politique URNG, souhaitons défendre les droits de tous les Guatémaltèques ». Les apprenants, au sortir des cours, entrevoyent un réel avenir dans l'agora politique, loin des terrains minés : « Je ferai de la politique ». Mais comment ? « Je militerai pour l'accomplissement des accords de paix ». Les Victoria, Anibal, Frederico et les autres parlent d'une même voix. Quand je leur demande pour qui ils feront de la politique, ils répondent avec conviction : « pour tous les Guatémaltèques ». Ils reprennent mot pour mot le discours tenu par leur commandant.

Si Anibal et Victoria, proches du commandant, ont une certaine éducation, il en va tout autrement pour Frederico, combattant de la base. Frederico a perdu un œil à la guerre. C'est du moins ce que je devine, parce que je ne lui ai rien demandé. Par pudeur. Car Frederico est un adolescent et que les ados guatémaltèques, même guerriers, ont les émotions à vif et la fierté facilement blessée. Je les ai observés discrètement. Les jeunes filles, coquettes, s'enorgueillissent de leurs cheveux de jais,

qu'elles laissent flotter librement sur leurs épaules le soir venu. Les jeunes hommes comme Frederico brandissent fièrement leur arme, jouant les grands mais ne trompant personne sur leur âge réel. Je prends soin de détacher mon regard de son orbite vide. Frederico est un joli garçon, aux traits fins, délicats. Il prétend cumuler dix-sept printemps, je lui en donnerais à peine quatorze, mais qu'importe, il revêt l'uniforme du combattant depuis trois ans déjà. Il a un nom de famille impossible à oublier : Diaz Menchu, un nom qu'il prononce avec fierté, car c'est aussi celui de la Nobel de la paix Rigoberta, qui provient de la même ethnie que lui.

– Je vais continuer de travailler pour la guérilla, déclare résolument Frederico. J'occuperai un emploi « politique ».

Je sens qu'il récite le discours émanant des leaders qui ont signé le traité de paix, un discours poignant parce qu'à la fois surréaliste et lancé avec conviction. Ce garçon a la foi, celle, inébranlable, qui écarte les doutes, même les plus légitimes. Frederico ne sait ni lire ni écrire, n'a jamais fréquenté l'école, sinon celle de la guerre, n'a jamais vécu en civil, jamais affronté le regard des autres, des « non-guerriers », n'a aucune culture politique et sociale, hormis les longs discours qu'on lui rabâche sur l'envahisseur capitaliste et la mafia locale. Des États-Unis, il connaît les tribulations américaines de la guerre du Vietnam et le coca-cola. Du reste du monde, il ne comprend que les stratégies d'embuscade utilisées par les guérilleros guévaristes. C'est là l'intégral de sa science. Il est trop ignorant pour saisir l'ampleur de ce qu'il ignore et la signification même du mot « politique ». Tout ce qu'il sait, c'est qu'il en fera. Frederico me fait prendre conscience que ces paroles idéalistes, plus qu'une entreprise de relations publiques, sont réellement inspirées par la foi. C'est que je le sais sincère. Je le sens. Il n'y a pas un être humain sur terre pour me faire douter, à cet instant précis, de l'honnêteté de Frederico. Ma foi en lui n'a d'égale que sa foi en ses chefs.

Mais y a-t-il de la place en politique pour un borgne analphabète? Les cours de vie politique visent clairement l'intégration des démobilisés dans la sphère politique, et ne se concentrent pas sur la paysannerie, qui est pourtant le terrain originel des combattants. Ces actions ont donc pour objectif de canaliser autrement la soif d'égalité des démobilisés, et à rendre leur cadre pacifique à un militantisme autrement axé sur la violence et la confrontation. À l'opposé, les interventions psychologiques ramenaient les guérilleros sur le terrain de leur enfance, de leur vie paysanne, individualisée. Les psychologues, maîtres du passé, abordaient l'identité autochtone comme motif de guerre et source de souffrance. Les éducateurs, maîtres de l'avenir, l'ignorent. C'est donc que la référence à la forme-de-vie autochtone du démobilisé se fait sur la base du récit biographique, par association à la souffrance passée d'avant l'incorporation à la guérilla. Dans l'exemple guatémaltèque, la réintégration, dans les faits, devra se faire sur le terrain originel autochtone qui lui, a été

ostracisé par le politique. Il y a lieu de s'interroger sur cette solution à l'exclusion du guérillero qui consiste à le naturaliser au sein d'un État-nation qui a historiquement démontré un mépris de l'identité autochtone. Selon Afflitto (1999 : 123), la Nation guatémaltèque s'est bâtie selon le principe d'homogénéisation des habitants, au prix de l'oppression des autochtones. Pour paraphraser Agamben, le Peuple aura été forgé au détriment du peuple d'exclus, ici autochtone.

La formation est axée sur l'individualisation, sur l'intégration d'un individu comme citoyen dans un État, sans référence aucune aux communautés. Rappelant que le naturalisme et l'individualisme sont des bases de la cosmologie occidentale, Lock et Gordon (1988 : 34-38) constatent à quel point, dans les versions extrêmes de cette cosmologie, l'individu est non seulement vu comme distinct de la culture, mais qui plus est antérieur à la société et à la culture, pour ne pas dire en conflit avec elles. Cette souveraineté de l'individu explique la prégnance accordée au soutien individuel, au détriment d'un soutien à la communauté. Le concept de citoyen s'inscrit dans cet individualisme, et le travail accompli sur le démobilisé l'éloigne du collectivisme pour le rendre à la citoyenneté.

Abandonner arme et uniforme

Le processus du dépôt des armes est à la fois l'aboutissement de la démobilisation et le point le plus sensible du processus : les guérilleros, pendant leurs 10, 15, parfois 25 ans de lutte armée, ont intégré leur arme à leur vie de tous les instants. Véritable prolongement du corps, l'AK-47 de fabrication est-européenne est la compagne qui ne les quitte jamais, même en période de sommeil. Je les vois qui la portent constamment en bandoulière, sinon à la main, la nettoyant régulièrement. On me la montre avec fierté, l'adolescent Frederico acceptant même un jour de me la confier, non sans précaution et pour quelques minutes bien surveillées, un peu comme un nouveau-né qu'on laisse porter aux gens de confiance. Imposer un dépôt hâtif des armes sans apprivoisement mutuel entre intervenants et démobilisés aurait causé un désaccord. C'est pourquoi le désarmement n'intervient qu'à la fin du processus, après que la formation politique ait bien inculqué le mode de pensée civil et enseigné que la vie pourra reprendre ailleurs que sur les terrains de la violence.

Le dépôt officiel des armes est une opération très solennelle qui prend la forme d'un rite de passage, chaque combattant devant de lui-même remettre l'arme aux autorités onusiennes, sous l'œil du commandant de la guérilla, du sous-commandant d'escadron et des observateurs internationaux présents au camp. À tour de rôle, les guérilleros s'avancent en direction de leur commandant et du Major des Nations-Unies, pour déposer l'arme à leurs pieds, armes ensuite cadenassées dans des conteneurs par les militaires onusiens. En une logique d'appropriation analogue à bien des

rites contemporains¹³, les guérilleros transforment une action de sécurisation de territoire¹⁴ en un lieu de transition entre la guerre et la politique. L'influence du commandant des guérilleros, Nery, est déterminante dans la signification accordée au processus, la question de la sécurité étant oblitérée dans ses discours. Comme pour chacune des étapes de la démobilisation, il est le filtre entre l'obligation imposée et ses combattants. En insistant sur le passage au politique, il contribue, à l'instar de la dynamique onusienne, à nourrir l'idée d'une reprise rapide de la citoyenneté.

Ce dépôt de l'arme, qui s'accompagnera d'un passage de l'habit de guerre à un vêtement différencié, demeure un acte imposé : le guérillero se voit ici amputé de son arme, qui est son alter ego, sa compagne, son identité. Pour Le Breton (1990 : 262), « le corps est la condition de l'homme, le lieu de son identité ; ce qu'on lui retranche ou ce qu'on lui ajoute modifie son rapport au monde de façon plus ou moins prévisible ». Il est désormais acquis qu'il faut agir sur le corps pour soigner la santé psychologique, sinon changer sa vie. Le corps alter ego, qui était corps-machine en phase avec l'industrialisation, est désormais « corps psychologique », comme pour pallier sa désymbolisation. La symbolique sociale serait remplacée par la psychologie (Le Breton 1990 : 165-167). Le corps du démobilisé incarne cette dynamique, parce qu'avec l'abandon de la discipline corporelle, de l'habit et de l'arme qui symbolisaient le collectivisme, l'engagement et un mode de vie collectif, il devient un corps unique. Le mode d'organisation collectif de l'URNG, qui évoluait en quasi-autarcie, reposait sur un principe de rature de son individuation. L'ORPA disposait de mécanismes spécifiques s'inscrivant dans une volonté de souder un groupe, comme les cérémoniaux matinaux du lever de la bannière de l'URNG, sous des incantations récitées par tout un chacun. L'abandon de l'habit, l'incursion du psychologique, et même l'éducation qui caractérisent la démobilisation reflètent ce triomphe de l'ego au détriment de la symbolique culturelle et sociale. Le citoyen unique a remplacé le membre d'une guérilla, et même le membre d'une communauté autochtone.

13. Entre autres, Jérôme Cottin, Robert Delième, André Haquin et Liliane Voyé (2002) constatent que bien des rites contemporains reposent sur des événements qui relèvent directement de l'économie de marché, ce qui ne signifie pas pour autant que les pratiquants de ces rites adhèrent à celle-ci. La plupart du temps, bien au contraire, ils s'approprient les produits dans une tout autre logique qui fait primer le sens. Cet exemple est intéressant vu les objectifs d'instauration d'une démocratie libérale derrière le processus de paix onusien. Le dépôt des armes est avant tout pour l'ONU, de par sa forme événementielle menée devant médias et observateurs, une démonstration d'une opération de sécurisation sans bavure, alors qu'il prend un sens transitoire chez les guérilleros.

14. Pour ses actions de démobilisation, l'ONU a établi un protocole très détaillé de dépôt des armements visant la sécurisation des lieux et applicable pour l'intégralité de ses missions de paix. Les objectifs y sont clairement définis en termes militaires (www.un.org/Depts/dpko/lessons/DD&R.pdf).

Des formes nouvelles de biopolitique

Les intervenants humanitaires ont créé une nouvelle catégorisation d'individus, amenant un guérillero à devenir un démobilisé, le temps d'être intégré à une vie civile après un bref passage en camp de « réhabilitation ». Selon Fassin (2004 : 26-27), les modalités adoptées dans chaque dispositif de régulation des populations influent sur la construction des subjectivités. Par exemple, un étranger, selon qu'il est reconnu comme réfugié politique au titre d'une convention internationale ou comme bénéficiaire d'un droit de séjour au nom de la raison humanitaire, sera un sujet politique différent. Il remarque que :

Ce qui est également en jeu dans ces dispositifs multiples, c'est la recomposition d'une série d'entités qui structurent le fonctionnement des sociétés contemporaines : espace public et sphère privée, individu et population, pouvoir et sujet, État et citoyen, toutes catégories qu'une utilisation de routine tend à faire prendre comme allant de soi alors même qu'elles sont sans cesse soumises à l'épreuve de l'innovation sociale.

Fassin 2004 : 11

Dans le cas en cause, la catégorie « citoyen » promue par l'ONU ne résiste pas à l'épreuve historique, en ce sens que la citoyenneté des autochtones n'est pas assurée. Carole Smith rappelle l'importance au Guatemala de cultiver l'identité autochtone pour soigner la souffrance collective, puisque le fait d'être autochtone a pendant les trente années de guerre été considéré comme subversif en soi (Smith 1990 : 124). La démobilisation orchestrée par l'ONU a clairement pour objectif de rendre citoyen du Guatemala. Or, elle pouvait difficilement en appeler à l'identité autochtone si, historiquement, l'État s'est construit sur la base de l'exclusion des autochtones.

« Je vais faire de la politique en sortant de ce camp », « La lutte continue, mais cette fois, dans un parti politique », et encore « Je vais militer pour que les accords de paix soient respectés et mis en application ». Ces trois phrases sont les leitmotifs répétés par les guérilleros enthousiastes qui s'apprêtent à franchir le seuil de la grande société civile. La référence à la communauté autochtone n'est pas de mise ; le guérillero s'exprime, du moins devant les visiteurs, en tant que démobilisé redevenu Guatémaltèque et non comme autochtone. Il a délaissé les habits, mais n'a pas revêtu pour autant le vêtement typique de sa communauté. La question de savoir « qui représenterez-vous ? » n'a pas de sens pour lui. « Je vais travailler pour l'ensemble des Guatémaltèques », telle est la phrase lancée au sortir du camp.

Citoyen désarmé? Des pistes à explorer

La démobilisation, qui vise la réintégration des guérilleros *comme citoyens* dans leur communauté d'origine, s'est effectuée dans les mois suivant la fin de la guerre. Or, les dispositions des accords de paix relatifs aux droits des autochtones ne

pourront raisonnablement assurer l'intégration des autochtones qu'à moyen ou long terme. Pandolfi (2002 : 38) critique le fait que les interventions humanitaires sont conditionnées par les catégories préétablies par les protocoles internationaux et destinées à distinguer les urgences des posturgences. Le Guatemala est tombé dans ce piège du déphasage. Paradoxalement, le démobilisé doit se présenter comme citoyen d'un État-nation bâti sur le principe de l'exclusion de la communauté autochtone qu'il doit intégrer!

La biopolitique onusienne envers l'ancien combattant a pu générer un double effet de vulnérabilité : *a priori*, le corps surexposé du guérillero et sa catégorisation (en démobilisé), qui a alimenté les rumeurs et les stéréotypes, a pu affaiblir sa position dans les communautés divisées qui, tel que l'exprime Green, ne sont pas sorties indemnes des années de guerre et de méfiance :

Fear is a response to danger. But in Guatemala, rather than being solely a subjective personal experience, it has penetrated the social memory. And, rather than being an acute reaction, it is a chronic condition. The effects of fear are pervasive and insidious in Guatemala. Fear destabilizes social relations by driving a wedge of distrust between members of families, between neighbours, among friends. Fear divides communities through suspicion and apprehension, not only of strangers, but of each other.

Green 1995 : 105

Les opérations d'aide humanitaire, qui tendent à privilégier les mesures de court terme, peuvent exacerber les tensions dans les cas où des groupes appauvris en sont exclus (Smith 1998 : 42). La colère des habitants de Concoch exposée en introduction en donne un exemple flagrant. En outre, après ses années de conditionnement militaire et son isolement de sa communauté d'origine, le guérillero peut-il intégrer l'habitus du « politicien » s'il est resté à l'écart du champ de la politique, de son histoire, de sa tradition? Pierre Bourdieu (1992 : 106) fait état d'un effet Don Quichotte dans ces cas de changements dramatiques des structures objectives qui ont façonné les structures mentales d'agents soudainement déphasés, notamment lors des situations historiques de type révolutionnaire.

S'il est des leçons à tirer de l'expérience guatémaltèque, c'est qu'une réintégration d'anciens combattants devrait au minimum éviter de creuser des écarts entre des clans artificiellement créés sous l'impulsion d'un conflit. Une intervention générale axée sur un retour aux identités autochtones, incluant l'ensemble des anciens combattants, paramilitaires, militaires et guérilleros, pourrait atténuer les divergences de clans. Une autre piste, peut-être plus audacieuse, s'inspire de la suggestion d'Agamben (1995 : 34-37) de sortir de l'impératif de réinscrire l'exilé dans un État-nation : soit l'idée d'un maintien, au moins temporaire, du guérillero sur le territoire qu'il s'est approprié. Car l'objectif d'une organisation internationale qui est la pure réinscription d'un individu dans un État-nation est en soi un paradoxe qui mérite

réflexion. Au reste, l'adaptation à la paix n'est peut-être pas un rôle qui devrait être dévolu à des intervenants humanitaires internationaux, et surtout pas selon des schémas préfabriqués.

La démobilisation telle que la MINUGUA la propose, axée sur la prise en charge de l'individu à se réinsérer dans la société, n'a pas tenu compte du facteur d'insécurité des communautés destinées à l'accueillir. Des confrontations ont été rapportées au retour des guérilleros dans leurs communautés (Vinegrad 1998), éventualités qui n'avaient pas été abordées dans le camp. Comme le mentionne David Stoll (1998 : 43), « in many situations where scholars and activists perceive the need to protect rights, many Guatemalans think first of their own need for security ». L'insistance à former des individus productifs, citoyens, convaincus de leurs droits politiques par ailleurs encore mal assurés, avec la complicité de leaders guérilleros trop heureux de sauver les apparences, a contribué au façonnement d'une réinsertion irréaliste. C'est dans cette illusion assumée que s'exerce ici cette forme de violence biopolitique que Pandolfi (2002) associe aux souverainetés mouvantes.

Huit ans ont passé. J'ai retracé le *subcommandante* Anibal, connu aujourd'hui sous le nom de Julian, par l'intermédiaire de la fondation Guillermo Toriello pour les anciens combattants. Au sortir de la démobilisation, ce guérillero parmi les plus scolarisés ne tarda pas à se désaffilier de l'URNG, insatisfait du travail politique qu'on lui offrait à mi-temps. Désillusionné par son retour à la vie civile, il opta pour l'immigration aux États-Unis. Il partage aujourd'hui un appartement dans le Tennessee avec d'autres immigrants latinos et cumule les menus travaux. « J'ai consacré 16 ans de ma vie, 24 heures sur 24, à la guérilla. Maintenant, je ne suis plus le même. Je suis cet homme venu aux États-Unis pour améliorer sa situation économique, et après six ans c'est toujours difficile. Mes rêves désormais, ce sont ceux-là : me marier et avoir un enfant. Rien de plus ».

Références

- AFFLITTO F. M., 1999, « The Homogenizing Effects of State-Sponsored Terrorism. The Case of Guatemala » : 114-125, in Jeffrey A. Sluka (dir.), *Death Squad. The Anthropology of State Terror*. Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- AMNESTY INTERNATIONAL, 2004, « Guatemala : droits de l'homme ». Consulté sur Internet (www.latinreporters.com/guatemalaai2002.html), le 18 octobre 2004.
- AGAMBEN G., 1995, *Moyens sans fins. Notes sur la politique*. Paris, Payot et Rivages.
- BOURDIEU P., avec L. WACQUANT, 1992, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*. Paris, Seuil.
- CASTORIADIS C., 1975, *L'institution imaginaire de la société*. Paris, Seuil.
- Caribbean and Central America Report*, 1999, « Guatemalan Government Embarrassed by "Truth Commission" Proposal », *Caribbean and Central America Report*, 30 mars, RC-99-03.

- COTTIN J., R. DELIÈGE, A. HAQUIN et L. VOYÉ, 2002, *Des rites et des hommes. Regards d'anthropologie et de théologie*. Bruxelles et Paris, Lumen Vitae.
- FASSIN D. et D. MEMMI, 2004, *Le gouvernement des corps*. Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- FASSIN D., 2004, *Des maux indicibles. Sociologie des lieux d'écoute*. Paris, La Découverte.
- FOUCAULT M., 1997, *Surveiller et Punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard.
- FOUCAULT M., D. DEFERT, F. EWALD et J. LAGRANGE, 1994, *Dits et écrits, 1976-1988*. Paris, Gallimard.
- GREEN L., 1995, « Living in a State of Fear » : 105-127, in C. Nordstrom et A.C.G.M. Robben (dir.), *Fieldwork under Fire*. Berkeley, University of California Press.
- GUTIÉRREZ E., 1998, « El problema de la desmilitarización en la Guatemala del post-conflicto armado » : 33-41, in R. SIEDER (dir.), *Guatemala after the Peace Accords*. Londres, Institute of Latin American Studies.
- LE BRETON D., 1990, *Anthropologie du corps et modernité*. Paris, Presses Universitaires de France.
- LOCK M. et D. GORDON, 1988, *Biomedicine Examined*. Dordrecht et Boston, Kluwer Academic Publishers.
- MARKULA CENTER FOR APPLIED ETHICS, 1998, *Neighbor to the Assassin : Transitional Justice in Guatemala*, 9, 3, automne-hiver. Consulté sur Internet (www.scu.edu/ethics/publications/iie/v9n9/assassin.htm), le 22 octobre 2004.
- MINUGUA, 1996, *Accord sur les réformes constitutionnelles et le régime électoral*, souscrit par le Gouvernement de la République du Guatemala et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque.
- PANDOLFI M., 2002, « "Moral entrepreneurs", souverainetés mouvantes et barbelés. La bio-politique dans les Balkans postcommunistes », *Anthropologie et Sociétés*, 26, 1 : 29-51.
- SALVESEN H., 2002, *Guatemala : Five Years After the Peace Accords. The Challenges of Implementing Peace. Report for the Norwegian Ministry of Foreign Affairs*. Oslo, International Peace Research Institute (PRIO).
- SIEDER R., J. SPENCE, M. THOMAS et G. VICKERS, 2002, *Who Governs? Guatemala Five Years After the Peace Accords*. Cambridge, Hemisphere Initiatives.
- SMITH A.-M., 1998, *Advances in Understanding International Peacemaking*. Washington, United States Institute of Peace.
- SMITH C.A., 1990, *Guatemalan Indians and the States : 1540 to 1988*. Austin, University of Texas Press.
- SPENCE J., 2004, *War and Peace in Central America. Comparing Transitions Toward Democracy and Social Equity in Guatemala, El Salvador, and Nicaragua*. Brookline, Hemisphere Initiatives.
- STOLL D., 1993, *Between Two Armies in the Ixil Towns of Guatemala*. New York, Columbia University.

- , 1998, « Human Rights, Land Conflict and Memories of the Violence in the Ixil Country of Northern Quiché », in S. Rachel (dir.), *Guatemala after the Peace Accords*. Londres, Institute of Latin American Studies.
- UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY, 2003, *United Nations Verification Mission in Guatemala. Resolution adopted by the General Assembly, A/RES/58/238*.
- VINEGRAD A., 1998, « From Guerillas to Politicians : The Transition of the Guatemalan Revolutionary Movement in Historical and Comparative Perspective », in R. Sieder (dir.), *Guatemala after the Peace Accords*. Londres, Institute of Latin American Studies.
- WULF C., 1993, *Traité d'anthropologie historique*. Paris, Seuil.

RÉSUMÉ – ABSTRACT – RESUMEN

Le « démobilisé », ce construit : du corps de combat au corps individualisé. Le cas du Guatemala

L'expertise des grandes organisations intergouvernementales en matière de règlement des conflits s'est affinée de sorte que l'étape subséquente à la médiation, soit l'adaptation à la paix, est de plus en plus dévolue à des intervenants internationaux. Des actions militaro-humanitaires de « démobilisation » sont notamment menées en vue de réinsérer d'anciens combattants à la vie civile. Cette forme de socialisation, qui vise l'incorporation des modes de vie pacifiques, passe par le corps. Fondu dans son contingent, le combattant incorpore les préceptes de l'organisation militaire, en tant qu'unité d'un corps de combat. Le corps du démobilisé, lui, sera invisible dans une société civile, mais unique. L'étude du corps démobilisé comme corps qui répond à un besoin de paix peut être révélateur des formes de pouvoir liées à l'établissement de la paix. Au Guatemala, cette forme de pouvoir exercée par une communauté internationale lors de la démobilisation de 1997 participe des difficultés subséquentes de la réintégration des guérilleros qualifiés de « démobilisés », une catégorisation qui n'a jamais eu de sens dans l'imaginaire guatémaltèque.

Mots clés : Laliberté, Guatemala, résolution des conflits, démobilisation, guérilla, biopouvoir, réinsertion sociale, URGN

Demobilization: From Combatant to Citizen. A Guatemalan Perspective

The acquired expertise of large scale intergovernmental organisations concerning conflict resolution has become more sophisticated in terms of the peace adaptation process immediately following the mediation phase. The peace adaptation process is now less encumbered by the meddling of outside actors. Humanitarian and military actions of “demobilization” are principally governed by the goal of reintegrating former combatants into civil life. This form of socialisation, which seeks to promote a more peaceful lifestyle, must follow a path in which the “guerrillero” must psychologically and physically gain control of his own self, if he is to become a citizen once more. The study of the demobilized body as defined as a body that suits the needs of peace may reveal forms of power related to peacemaking. This form of “biopower” as enforced by an international community during the 1997 demobilization in Guatemala subsequently caused reintegration problems to “demobilized guerrilleros” as this new category and what it meant was completely absent from the Guatemalan mindset.

Key words : La liberté, Guatemala, demobilization, guerrillero, peacemaking, “biopower”, reintegration, URGN

Lo « desmovilizado », esa construcción: del cuerpo de combate al cuerpo individualizado. El caso de Guatemala

La experiencia de las grandes organizaciones intergubernamentales en el arreglo de conflictos se ha refinado de tal manera que la etapa subsecuente de la mediación, es decir la adaptación a la paz, se confía cada vez más a las agencias intencionales. Entre otras, se realizan acciones militaro-humanitarias que tratan de reintegrar los antiguos combatientes a la vida civil. Esta forma de socialización, que busca la incorporación de modos de vida pacíficos, se realiza a través del cuerpo. Fundido a su contingente, el combatiente incorpora los preceptos de la organización militar, en tanto que unidad de un cuerpo de combate. El cuerpo del desmovilizado,

es único e invisible en una sociedad civil. El estudio del cuerpo desmovilizado en tanto que cuerpo que responde a la necesidad de paz puede ser un revelador de las formas de poder ligadas al establecimiento de la paz. En Guatemala, esta forma de poder ejercida por una comunidad internacional durante la desmovilización de 1997 confronta las dificultades subsecuentes a la reintegración de los guerrilleros calificados de « desmovilizados » una categorización que nunca ha tenido ningún significado en el imaginario guatemalteco.

Palabras clave: Laliberté, Guatemala, resolución de conflictos, desmovilización, guerrilla, bio-poder, reintegración social

Annie Laliberté
Département d'anthropologie
Institut québécois des hautes études internationales
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4
Canada
Annie.Laliberte@hei.ulaval.ca